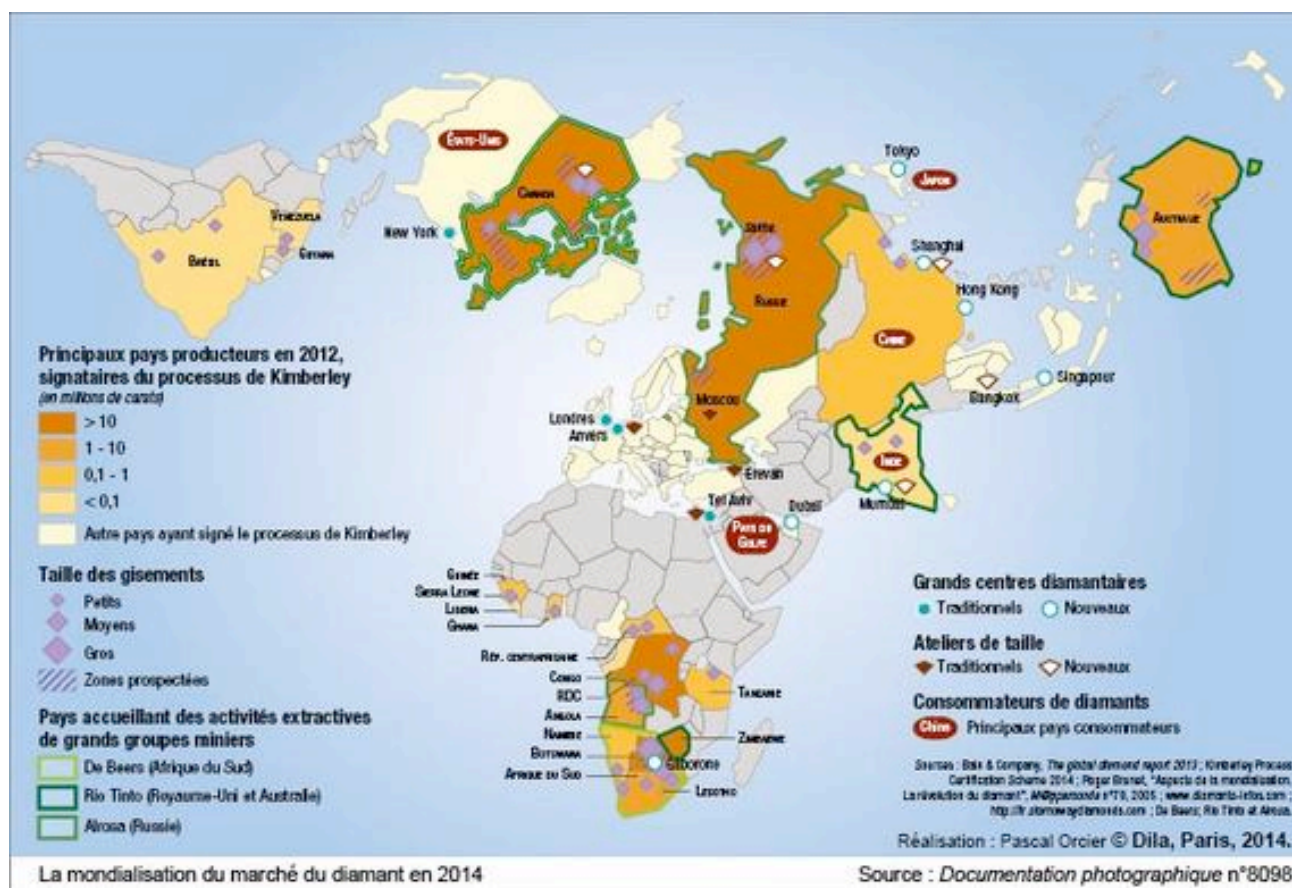


Un produit dans la mondialisation : le diamant

« Derrière son image de pureté et de beauté le diamant cache une histoire loin des paillettes et des grandes bijouteries de luxe aux allures de palais. La passion qui nourrit son environnement anime une poignée d'acteurs qui se connaissent et s'affrontent, tacitement, pour le contrôle du marché. Où sont-ils ? Majoritairement à Anvers, où transitent encore 80 % du volume mondial de diamant brut et 50 % du diamant taillé. »

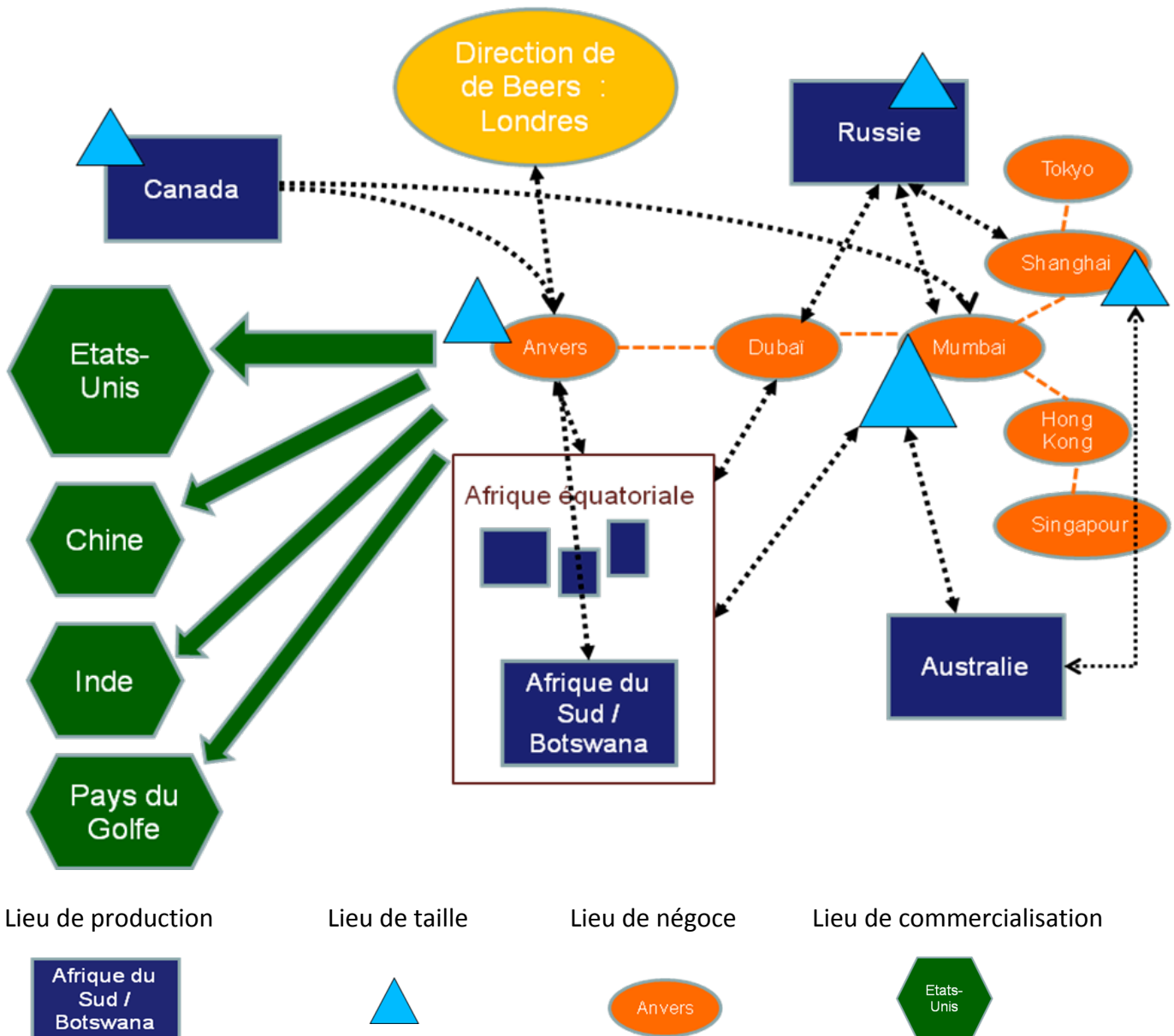
Jordan Biets, « Le diamant : illustration d'un univers économique en mutation », *Revue Hérodote*, 2013.



À l'aide de la carte ci-dessus, et à chaque fois que c'est possible, remplissez le tableau suivant :

	Anciens lieux	Nouveaux lieux
Lieux d'extraction du diamant		
Lieux de taille du diamant		
Lieux de négoce du diamant		
Lieux de consommation du diamant		

Le diamant, reflet d'une mondialisation polycentrique



« Centrafrique : guerre civile et diamants du sang »,
Reportage de *Vice News* mis en ligne le 28 janvier 2015.

1. Quand ont commencé les combats en République centrafricaine ?
2. Quel a été l'enchaînement des événements ?
3. Quel est en apparence l'enjeu essentiel de la guerre civile ?
4. En réalité, quel est l'enjeu matériel du conflit ?
5. Comment était organisée l'exploitation des mines de diamant ? Quel rôle y jouait apparemment le gouvernement ?

Répondez à la question suivante (en vous aidant de l'encadré ci-dessous) :

Comment le groupe De Beers a-t-il organisé sa domination à l'égard du diamant ?

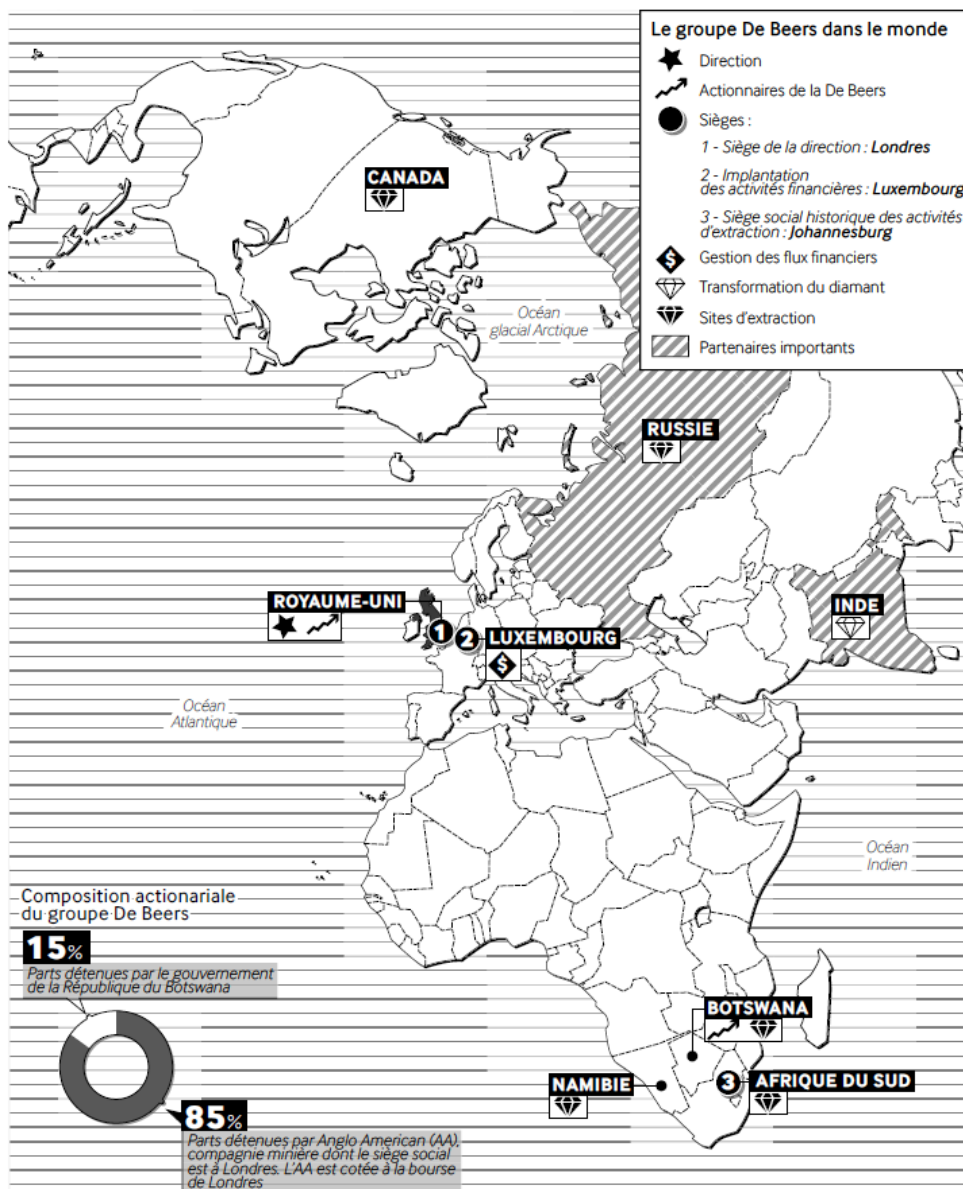
Document : Un exemple de monopole

Cecil Rhodes créa le monopole De Beers à un moment particulièrement opportun. Les nouvelles mines de diamants d'Afrique du Sud surpassaient tous les autres gisements antérieurs, de sorte que presque toute la production mondiale de diamant était concentrée sur quelques kilomètres carrés. Jusqu'à récemment, De Beers était capable d'étendre son contrôle sur les ressources même quand de nouvelles mines ouvraient. Soit l'entreprise achetait les nouveaux producteurs, soit elle passait des accords avec les gouvernements locaux qui contrôlaient certaines des nouvelles mines, les intégrant de fait au monopole De Beers. Le plus remarquable de ces accords fut celui passé avec l'ex-Union Soviétique, qui garantissait que les diamants russes seraient commercialisés par De Beers, lui permettant de conserver le contrôle des prix de vente. [...] Depuis des générations les diamants sont symboles de luxe, valorisés non seulement pour leur apparence mais aussi pour leur rareté. Mais les géologues vous diront que les diamants ne sont pas si rares que cela [...]. Les diamants paraissent rares essentiellement parce que De Beers les rend rares : l'entreprise contrôle la plupart des mines de diamants et limite la quantité de diamants offerte sur le marché. Dix fois par an, De Beers convoquait à Londres tous les grands diamantaires du Monde, environ 150 à 200. Chacun se voyait proposer un assortiment de diamants adapté à sa clientèle. En théorie, il pouvait discuter et refuser ; en pratique, il ne le faisait pas car il risquait de n'être plus invité. Mais au cours des dernières années, le monopole de De Beers s'est vu menacé. L'État a obligé De Beers à relâcher son emprise sur le marché. Pour la

première fois, De Beers a des concurrents. [...] Aujourd'hui De Beers apparaît davantage comme un quasi-monopole que comme un véritable monopole, [...]

P. Krugman et R. Wells, *Microéconomie*, De Boeck, 2009.

CARTE 1. – LE GROUPE DE BEERS DANS LE MONDE



- Décrivez les stratégies commerciales de De Beers

- Analysez la carte : qu'est-ce qui fait de De Beers une entreprise *multinationale* ?

- Analysez la carte : pourquoi à votre avis l'entreprise a-t-elle plusieurs sièges ?

Répondez à la question suivante (en trouvant plusieurs arguments) :

Quels sont les facteurs explicatifs à la nouvelle mondialisation du marché du diamant ?

Document 1 : un bilan de l'année 2013 dans le secteur du diamant : morosité, avec quelques étincelles



Dans l'ensemble, les résultats du secteur diamantaire en 2013 sont comparables à ceux de 2012 : le brut a assuré une contribution totale de 15,56 milliards de dollars (15,5 milliards de dollars en 2012). Une fois taillées, les pierres ont représenté 21,6 milliards de dollars (20,7 milliards de dollars en 2012), en prix de gros du taillé (PWP). Les ventes mondiales de bijoux en diamants ont progressé de 3 % à 4 %, passant de 72,1 milliards de dollars à 74,48 milliards de dollars, très proches du niveau des 75 milliards de dollars. En matière de consommation, la réussite n'a pas été égale pour tous. La Chine a profité d'un essor considérable, que nous estimons à 12 % pour la vente au détail. Mais la demande évolue. Le marché chinois se rapproche du modèle américain : préférences de plus en plus marquées pour les diamants de qualité inférieure, vendus en masse.

Que cela vous plaise ou non, il est indubitable que les diamants synthétiques ont monopolisé le débat en 2013. Notre premier rapport, sorti début 2012, évoquant des ventes massives de diamants synthétiques de qualité, non déclarés, à New York, puis à Anvers et ailleurs, a entraîné une multiplication des débats. Le secteur a découvert la nécessité de débusquer les diamants synthétiques – et les détecteurs sont devenus un équipement particulièrement prisé dans les centres diamantaires. Selon nous, la production de masse de diamants synthétiques de qualité n'a pas encore démarré. L'affaire est extrêmement sensible.

Document 2 : Chine et Inde boostent la demande mondiale de diamants, à son plus haut

Avec 40% de part de marché mondial, les États-Unis demeurent le premier consommateur de diamants. Ils devraient le rester à moyen terme. Les ventes de diamants taillés y ont d'ailleurs augmenté de 7% en 2013. *"L'Inde et la Chine pourraient rattraper les Etats-Unis d'ici peut-être une quinzaine d'années"*, a toutefois estimé Philippe Mellier, le PDG du conglomerat diamantaire, lors de la présentation des conclusions du rapport à la presse le 17 septembre. De fait, la Chine, déjà premier pays consommateur d'or dans le monde, représente à ce jour 15% du marché international, mais a connu avec l'Inde un taux de progression annuel moyen de 12% entre 2008 et 2013.

Les trois pays se distinguent par ailleurs dans leur choix de pierres précieuses. La demande aux États-Unis concernant la taille des diamants est quasi-uniforme avec une préférence (39%) pour les "grosses" pierres (de plus d'un carat, selon la définition de De Beers). La Chine, elle, préfère (à 63%) les pierres moyennes (entre 0,18 et 0,99 carat) et dénigre totalement (8,1% seulement de la demande) les petites pierres (inférieures à 0,18 carat). *A contrario*, ce sont celles qui rencontrent le plus de succès en Inde, où elles constituent les trois-quarts des diamants polis vendus.

la tribune.fr | 19/09/2014

Document 3 : Diamants. Révolution dans les pierres précieuses

Certains scientifiques russes produisent maintenant, dans des presses aussi grandes qu'un congélateur, des diamants prêts à être taillés et pouvant aller jusqu'à 6 carats. Leur matériau de base, c'est le graphite, cette forme terne du carbone qu'on trouve aussi dans les crayons. Ils le placent dans

des presses puis libèrent des forces démoniaques. À une pression égale à 80 000 fois celle de l'atmosphère - ce qui correspond à celle qu'on subirait à 800 kilomètres sous la surface de la mer - et à une température de plus de 1 800 °C, le carbone se transforme. Le vilain petit graphite gris se change miraculeusement en beau diamant parce que la structure des atomes de carbone se modifie tout d'un coup : au lieu d'être empilés en strates irrégulières, ils forment un réseau régulier. En même pas soixante heures, on assiste à la naissance - littéralement à partir de la fange - d'un diamant de 1 carat tout neuf. Plus la machine infernale tourne longtemps, plus la pierre est grosse, mais la pression et la température demandent beaucoup à la presse, qui souvent ne survit pas à l'opération.

Les experts ont souvent ricané des produits de synthèse de l'Est. Au début, les pierres étaient souvent pitoyables. (...) Mais cette époque est manifestement révolue. Les Russes sont capables de fabriquer des diamants de synthèse d'une qualité jusqu'ici inégalée. Alex Grizenko, un négociant en diamants de synthèse, a sidéré la profession lors d'une foire qui s'est tenue début février à Tucson, dans l'Arizona. Il présentait des pierres d'origine russe dans une palette de couleurs enthousiasmante - jaune, doré, bleu, rouge. "Les Russes n'ont pourtant manifestement pas eu de problème pour en obtenir", rapporte un Bosshart stupéfait. Les pierres artificielles sont également devenues meilleur marché. Les diamants de laboratoire sèment le trouble dans la branche. Même pour les joailliers exercés, il est devenu pratiquement impossible de faire la distinction entre une pierre née des entrailles de la planète au bout de milliards d'années et un caillou produit en deux ou trois jours dans la presse à diamant d'un atelier de Novossibirsk, Minsk ou Moscou.

Der Spiegel, Hambourg, publié le 09/11/2004.

Répondez à la question suivante (en trouvant plusieurs arguments et en indiquant la raison essentielle de cette émergence) :

Quels sont les nouveaux territoires et les nouveaux acteurs de l'industrie du diamant ?

Document 1. L'industrie du diamant face aux délocalisations

Les années 1960 à 1980 sont marquées par une augmentation du volume global de diamants, tiré par l'émergence de l'URSS et du Botswana comme producteurs majeurs. La production russe, croissant de manière très rapide, s'est cumulée à la mise en service de plusieurs grandes mines au Botswana qui alimentent le marché de manière spectaculaire. Le volume gonfle de près de trente millions de carats supplémentaires par an.

À l'époque, Anvers avait une véritable industrie de transformation du diamant. On comptait quelque trente mille ouvriers travaillant dans le clivage, la taille et le polissage de la pierre. Or, malgré ce chiffre important, le nouveau volume de diamants de l'époque approvisionné par la De Beers se heurte à un manque de main-d'œuvre. Pour pallier ce manque, il aurait fallu augmenter significativement le temps de travail hebdomadaire des ouvriers, ce à quoi le Syndicate of the Belgian Diamond Industry (SBD), le syndicat des travailleurs du diamant, n'a pas voulu se résoudre.

Pris de court, les entrepreneurs anversoises voient leur activité leur échapper au profit de l'Inde où la De Beers trouve une main-d'œuvre peu chère et très nombreuse. Bataillant avec ses syndicats, et alourdie par une taxe locale de plus en plus élevée, l'industrie de taille anversoise se délocalise alors chez les nouveaux associés du groupe, en Inde dans la ville de Surat. Aujourd'hui, ces Indiens façonnent 92 % des diamants du monde, et leur industrie, qui fait vivre plusieurs millions de personnes (on compte près de 1 million de tailleurs), est devenue, en valeur, le cinquième produit d'exportation de l'Inde. Principalement vers les Etats-Unis, chez les grands de la distribution comme Wal-Mart, ainsi que sur Internet, où un Blue Nile peut rivaliser avec Tiffany. L'histoire n'est pas finie, et déjà les usines poursuivent leur migration, en Thaïlande ou vers Shenzhen, en Chine.

Jordan Biets, « *Le diamant, illustration d'un univers économique en mutation* », Hérodote, 2013.

Document 2. L'intrusion des sociétés minières dans l'industrie du diamant

Anvers n'est plus seul. (...) Si Bombay a pu réussir ce défi, et si Tel Aviv a pu prendre son autonomie, c'est en grande partie parce que d'autres pays sont devenus producteurs de brut, indépendants de De Beers. Déjà des découvertes avaient été faites en Afrique, surtout au Congo et en Angola; mais De Beers avait réussi à les maîtriser et à en obtenir les produits, directement ou par filiales.

C'est finalement d'Australie que vient un peu plus tard la vraie rupture et la concurrence directe: après quelques échecs des molles recherches du monopole, un fabuleux gisement est découvert dans le nord-ouest du pays, à Argyle en 1979, et mis en exploitation en 1983. Il est pour un temps le premier du monde. Or assez vite, après de premiers accords de livraison, la société propriétaire rompt avec De Beers en 1996 et décide de vendre elle-même son brut: elle profite de la demande avide de l'Inde, et réciproquement. Elle est solide et peut se permettre cette décision; elle résiste même à une opération boursière hostile de De Beers: il s'agit de Rio Tinto.

Le dernier grand coup vient du Canada, où De Beers prospectait tout aussi mollement et se fait à nouveau dépasser. Des géologues canadiens astucieux explorent le Grand Nord, réussissent à découvrir des kimberlites, et aussitôt traitent intelligemment, non certes avec De Beers, qu'ils connaissent trop bien, mais avec une puissante société minière, en l'occurrence BHP-Billiton. Ils deviennent très riches. Le premier gisement, Ekati, entre en production en 1998; Rio Tinto en

découvre un autre (Diavik) et l'exploite depuis 2003. Les deux sociétés refusent de passer par De Beers et montent des ateliers de taille avec les minorités indiennes.

Autant que la découverte de nouveaux gisements, qui accroissent l'offre, c'est la nature même des opérateurs qui change. Les Oppenheimer sont d'abord des marchands appartenant à un monde de marchands. Or les plus grandes sociétés minières font intrusion, sans craindre un monopole dont la valeur et le chiffre d'affaires ne les impressionne pas: De Beers pèse deux fois moins que Rio Tinto et trois fois moins que BHP. Elles ont les moyens de mettre en oeuvre les gisements, de traiter avec les pays, de jouer le « politiquement correct » en consentant des avantages aux minorités locales (Indiens du Canada ou Aborigènes d'Australie), etc. Et, surtout, de traiter avec des ateliers de polissage, voire de créer des filiales de vente et de bijouterie totalement indépendantes du système De Beers.

Roger Brunet, *Aspects de la mondialisation : la révolution du diamant*, dans Mappemonde, 2005.

Répondez à la question suivante (en trouvant plusieurs arguments) :
Comment De Beers s'est-elle adaptée au nouveau contexte ?

Document 1. Matières premières. De Beers mise sur une pénurie de diamants

Le géant sud-africain va réduire durablement sa production de gemmes. Objectif : prolonger la durée de vie de ses mines. Et soutenir les prix.

Appelons cela le "pic diamantaire". Selon le sud-africain De Beers, premier producteur mondial de diamants, les mines actuellement exploitées sont en train de s'épuiser et ne seront pas remplacées assez rapidement pour répondre à la demande à long terme. Nombre de courtiers et d'analystes sont du même avis, même si tout le monde ne s'accorde pas sur le moment exact où la production aura atteint son niveau maximum, avant de décliner. (...) Dans un secteur diamantaire qui se nourrit de mythes, la théorie est d'autant plus séduisante qu'elle permet de souligner la rareté de ces pierres précieuses. De fait, les groupes miniers – De Beers en particulier – ont tout intérêt à diffuser ce genre d'idées.

(...) Pour De Beers, la courbe de production des vingt prochaines années est en forme de "dos d'éléphant", c'est-à-dire qu'elle baisse progressivement. Ce déclin pourrait être accéléré par l'augmentation de la demande de certains pays, notamment de la Chine. Pour De Beers, Pékin est un nouveau facteur d'épuisement de ses grands gisements au Botswana et en Afrique du Sud. *"Il y a vingt ans, acheter des diamants ne faisait pas partie de la culture chinoise",* explique Gareth Penny, directeur général de De Beers. *"Aujourd'hui, à Pékin, Shanghai et Guangzhou, 40 % des jeunes mariées reçoivent une bague de fiançailles en diamant. Il y a quinze ans, cela ne se faisait pas du tout."*

L'émergence du marché chinois est l'une des raisons qui a poussé De Beers à diminuer sa production de manière permanente. A partir de 2011, son "nouveau maximum" avoisinera 40 millions de carats par an, contre 51 millions en 2007 et 48 millions en 2008, un recul en partie lié à la vente par le groupe de plusieurs mines cette année-là. Certains voient dans cette stratégie le moyen pour De Beers de peser sur les prix dix ans après la fin de son quasi-monopole. Si le groupe sud-africain n'est plus entièrement maître du marché, il n'en demeure pas moins l'acteur le plus influent, avec 40 % des ventes de diamant brut. De Beers *"a-t-il jamais vraiment renoncé à ses vieilles habitudes ? De toute évidence, non"*, affirme Chaïm Even-Zohar, spécialiste de l'industrie diamantaire, à propos de la tendance du sud-africain à influencer les cours par le volume de ses ventes ou par la conclusion de contrats spéciaux avec ses clients. *"Mais je ne vois rien de mal à faire des réserves pour l'avenir."*

Financial Times, Londres, 11/05/2010.

Document 2. La stratégie De Beers, « le producteur descend jusqu'au consommateur »

La riposte du groupe De Beers a alors consisté à contourner la place diamantaire d'Anvers en réduisant stratégiquement son importance. Pour ce faire, il a agi sur deux fronts : intégrer une partie des activités en amont dans sa chaîne de production et détruire la force de travail anversoise. Désormais, la De Beers veut imposer son contrôle sur l'ensemble du cycle de vie du diamant, jusqu'à la bijouterie.

Celui-ci s'effectue en sept étapes : la prospection, l'extraction, le clivage, l'évaluation, le négoce de pierres brutes, la taille, et la vente sur le marché de la bijouterie. Pour appréhender la stratégie de la De Beers, il faut comprendre que, selon l'ancien schéma classique du cycle de vie et de transformation du diamant, ces étapes étaient réalisées par différentes entités, dont la plupart se

trouvaient à Anvers. En dehors de la phase de prospection et d'extraction, la De Beers était relativement absente de la suite du cycle de vie du diamant.

Pour contrecarrer les diamantaires anversois, la stratégie de la De Beers consiste alors à racheter discrètement les entreprises familiales les plus modestes, spécialisées dans le clivage et la taille de diamants. Les rachats se font un à un, avec comme objectif final de contrôler sous une forme ou une autre les différentes étapes de transformation d'un diamant taillé. Les conséquences à Anvers se font sentir assez rapidement et provoquent un ralentissement du secteur. La situation délicate dans laquelle sont alors plongées les petites entreprises de clivage belges, les rend vulnérables à des rachats hostiles. Au cours des années 1970, un nombre important de PME du secteur diamantaire anversois sont donc rachetées à bas prix par la De Beers, qui en réduit ensuite l'activité. En quelques années, c'est toute l'industrie traditionnelle anversoise qui est intégrée par la De Beers ou qui disparaît. Pris de cours, les entrepreneurs anversois voient leur activité leur échapper au profit de l'Inde.

Jordan Biets, « Le diamant : illustration d'un univers économique en mutation », *Revue Hérodote*, 2013.

Répondez à la question suivante (en trouvant plusieurs arguments) :

De quelles façons et pour quelles raisons
le diamant est-il l'objet d'une mondialisation illégale ?

SwissLeaks en Afrique : des diamantaires en fuite.

Au printemps 2005, Erez Daleyot, éminent diamantaire belgo-israélien aux relations douteuses, a rendu visite aux banquiers suisses de HSBC Private Bank à Genève, où il détenait 38,5 millions de dollars cachés sur des comptes secrets liés à des sociétés écrans dans les îles Vierges britanniques. Les affaires étaient bonnes pour lui. Avec 886 millions de dollars de revenus l'année précédente, Erez Daleyot a informé ses banquiers qu'il projetait de dépasser ce montant dans l'année en cours pour atteindre 1 milliard de dollars. Il venait d'obtenir une décision du fisc en Israël lui permettant de ne payer que 5 % d'impôt sur 85 millions de dollars de bénéfices. En visite à Genève pour acheter un jet privé à 41,5 millions de dollars, il aurait invité ses banquiers à l'aéroport pour le leur montrer.

Aujourd'hui, Erez Daleyot fait l'objet d'une enquête des autorités belges pour blanchiment d'argent et évasion fiscale. La relation d'Erez Daleyot avec HSBC était loin d'être exceptionnelle pour un magnat des diamants. L'analyse des fichiers de la banque suisse révèle que celle-ci accueillait à bras ouverts des centaines de diamantaires, passant outre les associés peu recommandables, les enquêtes judiciaires et la mauvaise réputation de l'industrie des diamants en général.

Le commerce des diamants, dont la capitale mondiale est Anvers, la plus grande ville de Belgique, conserve certaines habitudes commerciales qui le rendent hautement sujet au marché noir. Entouré de secret, il fonctionne encore souvent par échange de monnaie et poignée de main. Etant une valeur refuge compacte, stable et transmissible, les diamants présentent d'énormes avantages pour les trafiquants, blanchisseurs d'argent et fraudeurs fiscaux. Pour plusieurs raisons, ils sont même plus avantageux que les espèces. Car on peut les transporter facilement, les cacher, et les vendre un peu partout. De plus, ils ne laissent aucune trace écrite et il est quasiment impossible de déterminer leur origine. Enfin, ils ne s'abîment pas et ne sont pas dévalués par l'inflation.

Pourtant, sans les comptes suisses et divers opérateurs financiers offshore, le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale seraient bien plus difficiles. Le commerce des diamants étant extraordinairement lucratif, certaines banques ferment les yeux pour en tirer profit. Les fichiers recueillis par l'ICIJ et *Le Monde* montrent que les banquiers de HSBC courtoisaient les diamantaires et ne demandaient qu'à les aider à cacher leurs actifs et à frauder le fisc.

ESD désigne la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne (European Savings Directive), entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2005. Pour la première fois, les banques des Etats membres de l'Union européenne, ainsi que de Suisse, étaient contraintes de retenir des taxes sur les comptes pour les intérêts perçus dans le pays, et de les transmettre à l'Etat où le client était résident, sans divulguer l'identité des titulaires des comptes. Les fichiers de HSBC sont truffés de références à l'entrée en vigueur imminente de ce texte, dans lesquelles les banquiers conseillent à des clients de créer des fiducies ou des sociétés au Panama ou dans les îles Vierges britanniques pour préserver leurs avoirs des taxes, bien souvent par le biais des cabinets d'avocats Morgan & Morgan et Mossack Fonseca, spécialisés dans l'immatriculation offshore. Cette directive est arrivée en même temps que de vives inquiétudes chez les diamantaires de Belgique au sujet de mesures strictes des autorités dans ce pays autrefois laxiste. De nombreux clients diamantaires de HSBC allaient en effet bientôt quitter la Belgique. Parmi eux figurent Richard Davidovici, Kenneth Lee Akselrod et Mozes Victor Konig, qui sont des fugitifs recherchés par Interpol pour divers délits, notamment fraude, trafic et évasion fiscale.

(...) Dans les fichiers, on trouve aussi Dan Gertler, célèbre diamantaire et proche de l'autocrate congolais Joseph Kabila. Il a commencé sa carrière sur les chapeaux de roue en échangeant des armes contre des diamants pendant la guerre civile au Liberia dans les années 1990, en violation d'un embargo prononcé par l'ONU. Dans un rapport de 2001, le Conseil de sécurité de l'ONU a trouvé des « *sources très crédibles* » mentionnant un accord secret aux termes duquel, en échange d'un arrangement octroyant à Dan Gertler un monopole sur les droits des diamants au Congo, les Israéliens « *ont accepté d'organiser, par le biais de ses relations avec de hauts gradés de l'armée israélienne, la livraison de quantités d'armes non révélées et une formation des forces armées congolaises.* »

Dan Gertler est cité dans les fichiers de HSBC en tant que bénéficiaire effectif d'un compte enregistré sous le nom de Concordia Marketing Group Inc., une société des îles Vierges britanniques. Des banques comme HSBC, ainsi que le secteur des sociétés offshore, font partie d'un système qui permet le pillage des pays pauvres et l'évasion fiscale dans des pays riches. « *Le plus souvent, une très forte corruption dans le secteur minier ne se traduit pas par des valises de billets, explique Scott Horton, enseignant à la Columbia Law School, qui a enquêté sur les concessions de Simandou pour le nouveau gouvernement guinéen et ne parlait pas spécifiquement de Steinmetz. Elle implique en revanche des millions de dollars versés sur des comptes bancaires. Ceux-ci peuvent être à Genève, Londres ou New York. Ou bien dans les îles Vierges britanniques ou aux Caïmans. Il est extrêmement rare que de l'argent soit versé dans des banques en Guinée, au Liberia ou en Sierra Leone. Cette corruption à grande échelle nécessite l'intervention d'avocats, de comptables, de conseillers en investissement dans des lieux tels que Genève, Londres, Amsterdam, New York et Paris* ».

Will Fitzgibbon (ICIJ), Mar Cabra (ICIJ), Rigoberto Carvajal et Lars Bove, *Le Monde*, le 13/02/2015.

Répondez aux questions suivantes (en trouvant plusieurs arguments) :

- Quels rôles jouaient les diamants dans certains conflits en Afrique ?
- Pour quelles raisons à votre avis ?
- Quelle solution a trouvée la communauté internationale ? Sous la pression de quels acteurs ?

Orru Jean-François, Pelon Rémi, Gentilhomme Philippe, « Le diamant dans la géopolitique africaine. », *Afrique contemporaine* 1/2007 (n° 221) , p. 173-203

L'expression « diamants du sang » renvoie au rôle majeur qui est attribué au diamant dans les guerres qui ont meurtri l'Angola, le Liberia, la Sierra Leone et la République Démocratique du Congo (RDC), principalement dans les années 1990-2000. Les diamants sont essentiels pour bien des économies africaines et représentent toujours un enjeu majeur dans les luttes de pouvoir, y compris dans des pays qui n'ont pas défrayé la chronique à ce sujet : pays d'Afrique australe, République du Congo, Guinée, République Centrafricaine, Tanzanie, etc. Le financement des conflits par des ressources minérales est de fait une singularité africaine.

L'exemple du conflit angolais.

C'est en Angola que le phénomène des « diamants du sang » fut d'abord dénoncé. En juin 1999, à la demande du Canada, le Conseil de sécurité de l'ONU décida de frapper d'embargo les diamants angolais. Une mission de l'ONU envoyée en Angola avait révélé comment l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), le mouvement d'opposition armée dirigé par Jonas Savimbi, finançait son effort de guerre : « Le diamant joue un rôle particulièrement important dans l'économie politique et militaire de l'UNITA. Premièrement, la capacité de l'UNITA de continuer de vendre des diamants bruts pour des espèces et d'échanger des diamants bruts contre des armes lui donne les moyens de poursuivre ses activités politiques et militaires. Deuxièmement, le diamant a été et continue d'être un élément important de la stratégie de l'UNITA pour se faire des amis et entretenir un appui extérieur. Troisièmement, les caches des diamants bruts plutôt que des dépôts monétaires ou bancaires constituent pour l'UNITA le moyen privilégié de stocker sa fortune. » (Rapport du groupe d'experts créé par le Comité du Conseil.)

Si l'ONU agit sur le commerce des diamants en Angola, ce n'est pas tant pour agir sur la cause directe de la guerre que sur une ressource qui permettait à un conflit vieux de 25 ans de perdurer. Le diamant a d'ailleurs joué un rôle secondaire dans la première phase du conflit, jusqu'à la fin des années 1980. Dans cette période, en effet, chaque faction bénéficiait de soutiens extérieurs importants. Tant que l'UNITA pouvait compter sur l'appui de l'Afrique du Sud et des services secrets américains, les diamants n'étaient pas au cœur du conflit.

L'exemple des conflits au Libéria et en Sierra Leone

Au Liberia et en Sierra Leone plus qu'ailleurs, il est tentant d'établir un lien de cause à effet entre les diamants et le conflit. D'après l'ONG Partenariat Afrique Canada : « L'enjeu de cette guerre n'a probablement pas été la victoire mais plutôt la réalisation de bénéfices provenant d'activités criminelles lucratives menées sous le couvert de la guerre. En fait, les diamants ont été le moteur du conflit en Sierra Leone, qui a déstabilisé le pays durant près de trente ans, dérobé son patrimoine et détruit toute une génération d'enfants » (Rapport du Sierra Leone Working Group.)

Dans les conflits qui ont ravagé le Liberia et la Sierra Leone, le diamant a joué plusieurs rôles. Il a d'abord servi à financer un mouvement d'opposition politique né dans les années 1980 dans les régions diamantifères. (...) La ressource en diamant, beaucoup plus riche que dans les monts Nimba, devient un levier financier au service de l'action armée. Au Liberia, plusieurs factions dirigées par des

seigneurs de guerre apparaissent. Elles se caractérisent par une prédation extrêmement violente à l'encontre des civils, le pillage des ressources naturelles, la généralisation du trafic et de l'usage des armes. (...) À partir de 1997, le diamant devient le centre d'une spirale mafieuse au service d'un État personnalisé. Selon l'ONG Partenariat Afrique Canada, le Liberia de Charles Taylor serait « devenu un important entrepôt criminel de diamants et d'armes et un centre de blanchiment d'argent, de terreur et d'autres formes de crime organisé ».

La réaction de la communauté internationale

Effet induit de l'extraordinaire publicité pour le diamant à l'occasion des festivités du millénaire ? L'effort des ONG entrepris dès la fin des années 1990 porte ses fruits : les projecteurs sont maintenant braqués sur la face obscure des diamants : les « diamants du sang ». Par des campagnes médiatiques parfois « sensationnelles », mais souvent fondées et argumentées, des ONG comme *Global Witness*, *Amnesty International* ou PAC dénoncent la commercialisation de diamants ayant servi à financer des conflits meurtriers. À la faveur de la globalisation croissante de l'information, l'opinion publique est sensibilisée à grande échelle.

Sur le marché, De Beers, qui voit sa position même en Afrique menacée de toutes parts, décide d'emboîter le pas aux ONG. Elle participera activement à la création et à l'animation du « Processus de Kimberley ». Elle y voit en effet une manière de reprendre la main en se plaçant de manière exclusive du côté des diamants « propres » (Botswana, Afrique du Sud, Namibie) et en cherchant à neutraliser du même coup ses nouveaux concurrents, au besoin par embargo interposé. . Il s'agit d'un régime international de certification des diamants bruts mis en place officiellement en 2003 à l'issue d'un long processus de réflexion, de consultation et de négociations entre la société civile, le monde de l'industrie, les institutions internationales et les gouvernements et dans le but d'éradiquer les diamants du sang. Le principe est simple : tout pays membre doit émettre des certificats d'origine assurant que tout diamant exporté de chez lui n'est pas issu d'une zone de conflit. En 2006, trois ans après l'entrée en vigueur du processus, les signataires se targuent d'avoir imposé des règles communes à une industrie représentant 99,8 % de la production totale de diamant et un volume financier de 60 milliards de dollars.